**CHAMBRE DISCIPLINAIRE
DE PREMIERE INSTANCE DE L'ORDRE
DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES DE
NOUVELLE-AQUITAINE**

CD 2024-08

AU NOM DU PEUPLE FRANÇAIS

CONSEIL DEPARTEMENTAL DE L'ORDRE
DES MASSEURS-KINESITHERAPEUTES DE
LA DORDOGNE

c/

M. X

La chambre disciplinaire de première instance
de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de
Nouvelle-Aquitaine

M. Normand
Président

M. Chaubet
Rapporteur

Audience du 30 juin 2025

Rendue publique par affichage le 25 juillet 2025

Une plainte a été enregistrée au greffe de la chambre disciplinaire de première instance du conseil régional de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de Nouvelle-Aquitaine, le 29 avril 2024, présentée par le conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de la Dordogne qui demande l'infliction d'une sanction disciplinaire à l'encontre de M. X, masseur-kinésithérapeute, exerçant XXX.

Il soutient que M. X a méconnu les dispositions des articles R. 4321-54, R. 4321-58, R. 4321-59, R. 4321-67-1, R. 4321-77, R. 4321-80, R. 4321-87, R. 4321-95 et R. 4321-98 du code de la santé publique ; des signalements ont révélé qu'il avait effectué des soins non remboursés par la sécurité sociale sans délivrer à ses patients une information préalable, ni oralement, ni par affichage en salle d'attente ; il a également déclaré à l'Ordre avoir cessé toute activité non conformes aux données acquises de la science à Bergerac, alors que son site internet décrit toujours sa pratique, la page de recherche Google indique sa présence comme kinésithérapeute sur le site de Niromathé et ce site le fait toujours apparaître comme dispensant cette méthode à Bergerac et les informations sur les Pages Jaunes mises à jour par ses soins le 27 février 2024 après sa déclaration de cessation d'activité indiquent toujours son activité à Bergerac ; il a proposé à ses patients des méthodes illusoires non reconnues par l'Ordre qui relèvent du charlatanisme.

Par un mémoire en défense, enregistré le 27 août 2024, M. X conclut au rejet de la plainte.

Il fait valoir qu'un lien vers son site internet expliquait à ses patients ses conditions tarifaires ; après son entretien du 7 février 2024 avec le conseil de Dordogne, il a informé les

personnes concernées qu'il mettait fin à ses soins en lien avec la méthode Niromathé ; il a seulement tardé à ajuster sa communication numérique mais a fini par procéder à la fermeture de son site, à supprimer sa fiche sur l'annuaire Niromathé et à annoncer la fermeture de son activité sur Google ; pour les Pages jaunes, une demande en date du 2 août 2024 a été effectuée ; ses formations, ses pratiques et son CV (mentionnant la méthode Niromathé) n'ont fait l'objet d'aucunes remarques lors de son inscription en 2017 et il n'a jamais pratiqué la kinésiologie.

Par un mémoire, enregistré le 24 février 2025, le conseil départemental de la Dordogne conclut aux mêmes fins que la requête par les mêmes moyens.

Vu les autres pièces du dossier.

Vu :

- Le code de la santé publique ;
- Le code de justice administrative.

Les parties ayant été régulièrement averties du jour de l'audience.

Après avoir entendu au cours de l'audience publique du 30 juin 2025 :

- Le rapport de M. Chaubet, rapporteur ;
- Les observations du conseil départemental de Dordogne représenté par Mme Gosselin ;
- Les observations de M. X qui reprend les termes de ses écritures, ayant été invité à prendre la parole en dernier et à qui son droit à garder le silence a été rappelé.

Considérant ce qui suit :

Sur le bien-fondé des poursuites disciplinaires :

1. Aux termes de l'article R. 4321-53 du code de la santé publique : « *Le masseur-kinésithérapeute, au service de l'individu et de la santé publique, exerce sa mission dans le respect de la vie humaine, de la personne et de sa dignité. Le respect dû à la personne ne cesse pas de s'imposer après la mort.* », de l'article R. 4321-54 du même code : « *Le masseur-kinésithérapeute respecte, en toutes circonstances, les principes de moralité, de probité et de responsabilité indispensables à l'exercice de la masso-kinésithérapie.* », de l'article R. 4321-58 du même code : « *Le masseur-kinésithérapeute doit écouter, examiner, conseiller, soigner avec la même conscience toutes les personnes quels que soient leur origine, leurs mœurs et leur situation de famille, leur appartenance ou leur non-appartenance, réelle ou supposée, à une ethnie, une nation ou une religion déterminée, leur handicap ou leur état de santé, leur couverture sociale, leur réputation ou les sentiments qu'il peut éprouver à leur égard. Il ne doit jamais se départir d'une attitude correcte et attentive envers la personne soignée.* », de l'article R. 4321-59 du même code : « *Dans les limites fixées par la loi, le masseur-kinésithérapeute est libre de ses actes qui sont ceux qu'il estime les plus appropriés en la circonstance. Sans négliger son devoir d'accompagnement moral, il limite ses actes à ce qui est nécessaire à la qualité, à la sécurité et à l'efficacité des soins. Il agit de même pour ses prescriptions, conformément à l'article L. 4321-1. Il prend en compte les avantages, les*

inconvenients et les conséquences des différents choix possibles », de l'article R. 4321-67 du même code : « *La masso-kinésithérapie ne doit pas être pratiquée comme un commerce.* », de l'article R. 4321-67-1 du même code : « *I. - Le masseur-kinésithérapeute est libre de communiquer au public, par tout moyen, y compris sur un site internet, des informations de nature à contribuer au libre choix du praticien par le patient, relatives notamment à ses compétences et pratiques professionnelles, à son parcours professionnel et aux conditions de son exercice. Cette communication respecte les dispositions en vigueur et les obligations déontologiques définies par la présente section. Elle est loyale et honnête, ne fait pas appel à des témoignages de tiers, ne repose pas sur des comparaisons avec d'autres masseurs-kinésithérapeutes ou établissements et n'incite pas à un recours inutile à des actes de prévention ou de soins. Elle ne porte pas atteinte à la dignité de la profession et n'induit pas le public en erreur. II. - Le masseur-kinésithérapeute peut également, par tout moyen, y compris sur un site internet, communiquer au public ou à des professionnels de santé, à des fins éducatives ou sanitaires, des informations scientifiquement étayées sur des questions relatives à sa discipline ou à des enjeux de santé publique. Il formule ces informations avec prudence et mesure, en respectant les obligations déontologiques, et se garde de présenter comme des données acquises des hypothèses non encore confirmées. III. - Les communications mentionnées au présent article tiennent compte des recommandations émises par le conseil national de l'ordre.* », de l'article R. 4321-77 du même code : « *Toute fraude, abus de cotation, indication inexacte des actes effectués ou des honoraires perçus, ou les deux simultanément, sont interdits.* », de l'article R. 4321-79 du même code : « *Le masseur-kinésithérapeute s'abstient, même en dehors de l'exercice de sa profession, de tout acte de nature à déconsidérer celle-ci.* », de l'article R. 4321-80 du même code : « *Dès lors qu'il a accepté de répondre à une demande, le masseur-kinésithérapeute s'engage personnellement à assurer au patient des soins consciencieux, attentifs et fondés sur les données acquises de la science.* », de l'article R. 4321-87 du même code : « *Le masseur-kinésithérapeute ne peut conseiller et proposer au patient ou à son entourage, comme étant salubre ou sans danger, un produit ou un procédé, illusoire ou insuffisamment éprouvé. Toute pratique de charlatanisme est interdite.* », de l'article R. 4321-95 du même code : « *Le masseur-kinésithérapeute, sans céder à aucune demande abusive, facilite l'obtention par le patient des avantages sociaux auxquels son état lui donne droit. A cette fin, il est autorisé, avec le consentement du patient, à communiquer au praticien-conseil de l'organisme de sécurité sociale dont il dépend, ou relevant d'un organisme public ou privé décidant de l'attribution d'avantages sociaux, les renseignements strictement indispensables.* » et de l'article R. 4321-98 du même code : « *Les honoraires du masseur-kinésithérapeute sont déterminés avec tact et mesure, en tenant compte de la réglementation en vigueur, des actes dispensés ou de circonstances particulières. Ils ne peuvent être réclamés qu'à l'occasion d'actes réellement effectués. Le masseur-kinésithérapeute se conforme aux dispositions des articles L. 1111-3-2 et L. 1111-3-3 en ce qui concerne l'information du patient sur les frais afférents à ses prestations et aux conditions de prise en charge et de dispense d'avance de ces frais. Il veille à l'information préalable du patient sur le montant des honoraires. Le masseur-kinésithérapeute qui présente son activité au public, notamment sur un site internet, doit y inclure une information sur les honoraires pratiqués, les modes de paiement acceptés et les obligations posées par la loi pour permettre l'accès de toute personne à la prévention ou aux soins sans discrimination. L'information doit être claire, honnête, précise et non comparative. Le masseur-kinésithérapeute répond à toute demande d'information et d'explications sur ses honoraires ou le coût d'un traitement. Il ne peut refuser un acquit des sommes perçues. Aucun mode particulier de règlement ne peut être imposé aux patients. Le forfait pour un traitement, sauf dispositions réglementaires particulières, et la demande d'une provision dans le cadre des soins thérapeutiques sont interdits en toute circonstance.(...) ».*

2. En premier lieu, il ressort des pièces du dossier que deux signalements de patients portés à la connaissance du conseil départemental de la Dordogne ont révélé que M. X leur a facturé

pour un montant de 40 euros chacun, des soins tenant à la pratique de Bindegewebsmassage alors que d'une part, ces patients étaient porteurs d'une prescription médicale et que d'autre part, aucune information préalable, ni oralement, ni par affichage en salle d'attente, ne leur a été délivrée, M. X s'étant borné, lors de la prise de rendez-vous, à renvoyer vers son site internet mentionnant, entre autres informations, ses conditions tarifaires sans que le patient soit mis à même d'en mesurer l'enjeu. Il suit de là que M. X a méconnu les dispositions de l'article R. 4321-54 du code de la santé publique qui obligent le masseur-kinésithérapeute à respecter, en toutes circonstances, les principes de responsabilité indispensables à l'exercice de sa profession, de l'article R. 4321-58 du même code qui interdisent au praticien de se départir d'une attitude attentive envers la personne soignée, de l'article R. 4321-59 du même code qui obligent le praticien à limiter ses actes à ce qui est nécessaire à la qualité et à l'efficacité des soins, de l'article R. 4321-67-1 qui obligent le praticien à délivrer des informations loyales à ses patients, de l'article R. 4321-79 du même code qui interdisent au praticien de déconsidérer sa profession, de l'article R. 4321-95 du même code qui obligent le masseur-kinésithérapeute à faciliter l'obtention par le patient des avantages sociaux auxquels son état lui donne droit et de l'article R. 4321-98 du même code qui obligent le praticien à fixer ses honoraires avec tact et mesure.

3. En deuxième lieu, il ressort des pièces du dossier que M. X s'était engagé le 7 février 2024, lors d'un entretien confraternel au conseil de l'ordre de la Dordogne, à mettre fin à sa pratique de Bindegewebsmassage remise en cause par son ordre et à n'exercer qu'une activité de soins à domicile et en EHPAD et à titre accessoire une activité de soins orientée vers le bien-être en l'absence de toute prescription ni prise en charge par l'assurance maladie. S'il a, selon ses déclarations, cessé cette activité et en a informé ses patients, il ne conteste toutefois pas, se bornant à évoquer un retard à la mise en œuvre de cette modalité, que son site internet ait continué à décrire sa pratique contestée, que la page de recherche Google ait continué à indiquer sa présence comme kinésithérapeute sur le site de Niromathé, que ce site ait continué à le faire apparaître comme dispensant cette méthode à Bergerac et que les informations sur les Pages Jaunes mises à jour par ses soins, le 27 février 2024, indiquent toujours son activité à Bergerac. M. X fait certes valoir que ses formations, ses pratiques et son CV mentionnant la méthode Niromathé, n'avaient fait l'objet d'aucune remarque lors de son inscription en 2017. Toutefois, le défaut de mise en garde d'un masseur-kinésithérapeute au moment de son inscription au tableau départemental ne fait pas obstacle à ce que son ordre professionnel dénonce, par la suite, un manquement à la déontologie de la profession. Néanmoins et alors que le conseil départemental de l'ordre de la Dordogne fait grief, dans ce cadre, à M. X d'avoir proposé à ses patients des méthodes illusoires non reconnues par l'Ordre et qui relèvent du charlatanisme, il ne ressort pas des pièces du dossier que M. X ait pratiqué sur ses patients, de la kinésiologie identifiée comme une technique illusoire dans un avis n° 2013-03 du 19 et 20 juin 2013 du conseil national de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes. Il ne résulte pas davantage de l'instruction et notamment pas du tableau non daté des techniques illusoires versé par la plaignante, que, sur la période durant laquelle M. X a eu recours à la technique « vibratoire » Bindegewebsmassage proche de la méthode Niromathé, cette technique fût qualifiée d'illusoire, notamment dans un avis formalisé des instances nationales de la masso-kinésithérapie. Il suit de là que M. X n'a pas méconnu les dispositions susvisées du code de la santé publique et notamment pas l'article R. 4321-87 de ce code.

Sur la peine :

4. En vertu de l'article L. 4321-19 du code de la santé publique, les dispositions des articles L. 4124-5 à L. 4124-8 sont applicables aux masseurs-kinésithérapeutes. Aux termes de l'article L. 4124-6 du même code : « *Les peines disciplinaires que la chambre disciplinaire de première instance peut appliquer sont les suivantes : 1° L'avertissement ; 2° Le blâme ; 4°*

L'interdiction temporaire d'exercer avec ou sans sursis ; cette interdiction ne pouvant excéder trois années ; 5° La radiation du tableau de l'ordre. / Les deux premières de ces peines comportent, en outre, la privation du droit de faire partie du conseil départemental, du conseil régional ou du conseil interrégional et du conseil national, de la chambre disciplinaire de première instance ou de la chambre disciplinaire nationale de l'ordre pendant une durée de trois ans ; les suivantes, la privation de ce droit à titre définitif ... ».

5. Il résulte de tout ce qui précède qu'eu égard aux faits reprochés au point 2 de la présente décision à M. X et aux manquements déontologiques qui lui sont imputables, il y a lieu d'infliger à celui-ci la sanction d'interdiction d'exercer la profession de masseur-kinésithérapeute pendant une durée d'un mois assortie d'un sursis total.

Sur les frais liés au litige :

6. Aux termes de l'article 75-1 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991, applicable en l'espèce fautive, pour les dispositions de l'article L. 761-1 du code de justice administrative d'avoir été étendues aux masseurs-kinésithérapeutes : « Dans toutes les instances, le juge condamne la partie tenue aux dépens ou, à défaut, la partie perdante, à payer à l'autre partie la somme qu'il détermine, au titre des frais exposés et non compris dans les dépens. Le juge tient compte de l'équité ou de la situation économique de la partie condamnée. Il peut, même d'office, pour des raisons tirées des mêmes considérations, dire qu'il n'y a pas lieu à cette condamnation (...) ».

7. Il y a lieu, dans les circonstances de l'espèce, de mettre à la charge de M. X une somme de 1 000 euros à verser conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de la Dordogne au titre des frais qu'il a exposés.

DECIDE :

Article 1^{er} : La sanction d'interdiction d'exercer la profession de masseur-kinésithérapeute pendant une durée d'un mois avec sursis est prononcée à l'encontre de M. X.

Article 2 : M. X versera au conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de la Dordogne la somme de 1 000 euros en application de l'article 75-1 de la loi n°91-647 du 10 juillet 1991.

Article 3 : La présente décision sera notifiée à M. X, au conseil départemental de l'ordre des masseurs-kinésithérapeutes de la Dordogne, au Procureur de la République près le tribunal judiciaire de Bergerac, au Directeur général de l'Agence régionale de Santé de Nouvelle-Aquitaine, au Conseil national de l'Ordre des masseurs-kinésithérapeutes et à la ministre du travail, de la santé, des solidarités et des familles.

Délibéré après l'audience du 30 juin 2025, où siégeaient :

- M. Normand, Président ;
- M. Chaubet, rapporteur ;
- M. Holle, M. Simon et M. Patrier.

Rendue publique par affichage le 25 juillet 2025.

Le Président

La Greffière

Nicolas NORMAND

Louise THIRION

La Greffière

La République mande et ordonne au ministre chargé de la santé en ce qui le concerne, ou à tous commissaires de justice à ce requis en ce qui concerne les voies de droit commun contre les parties privées, de pourvoir à l'exécution de la présente décision.